



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

10 NOV. 2011

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI

Tél : 04 72 61 37 79

E-mail : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 imposant des prescriptions spéciales à la société FERINOX dont le siège social est fixé à SAINT-ROMAIN-EN-GAL, zone industrielle et portuaire, pour les activités qu'elle a exercées sur le site de VAULX-EN-VELIN 2, rue Jacquard ;

VU les éléments transmis par la société FERINOX les 8 février et 29 août 2011 ;

VU le rapport du 13 septembre 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la cessation définitive des activités qu'elle a autrefois exercées sur le site de VAULX-EN-VELIN 2, rue Jacquard, l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 susvisé a imposé des prescriptions spéciales à la société FERINOX ;

CONSIDERANT que si la société FERINOX a transmis des éléments complémentaires, en février et août 2011, pour répondre aux exigences dudit arrêté, l'inspection des installations classées a relevé l'absence de plusieurs documents, notamment en ce qui concerne :

- ♦ les justificatifs de l'élimination, dans les règles de l'art, des terres excavées au moment de l'extension du tramway (article 5 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 précité) ;
- ♦ les documents attestant de l'excavation et de l'élimination des terres contaminées en PCB au droit du transformateur, dans une installation dûment autorisée, ainsi que la réalisation d'analyses en fond de fouille après l'excavation (article 7 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 déjà visé) ;

.../...

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il est établi que la société FERINOX ne respecte pas l'ensemble des dispositions prescrites par l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 susvisé ;

CONSIDERANT par conséquent qu'il convient de demander à la société FERINOX de respecter l'intégralité des dispositions qui lui ont été imposées par l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 précité et, notamment celles fixées par les articles 5 et 7 ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société FERINOX dont le siège social est fixé à SAINT-ROMAIN-EN-GAL, zone industrielle et portuaire, est mise en demeure pour l'établissement qu'elle a exploité à VAULX-EN-VELIN 2, rue Jacquard, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 déjà cité, selon les modalités suivantes :

- ♦ l'article 5, dans le délai de 15 jours,
- ♦ l'article 7, dans le délai de deux mois.

*Ces délais courent à compter de la notification du présent arrêté.*

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de VAULX-EN-VELIN,
- ♦ à l'exploitant.

Lyon, le 10 NOV. 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER